

La communication scientifique à l'heure du web 2.0

Alors qu'il existe aujourd'hui une profusion d'outils numériques, la communication scientifique se fait-elle de manière plus directe ? Pas si sûr. Car la communauté des chercheurs hésite à prendre franchement le virage du web 2.0, et ce sont en définitive les institutions qui semblent conduire le mouvement.

Diffuser instantanément et au plus grand nombre le résultat de ses recherches. Si cet idéal de communication scientifique a été rendu possible par Internet, les multiples outils numériques désormais à disposition sont parfois jugés trop nombreux, dans la mesure, surtout, où ils ne répondent pas à un réel besoin des chercheurs. En effet, ceux-ci n'ont pas attendu le web pour communiquer entre eux, en dehors des réseaux officiels. « Avant, pour se contacter et échanger des publications, on avait recours aux coups de fil et aux lettres, témoigne Joachim Schöpfel, enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication à Lille 3. Aujourd'hui, ce sont les mails, les blogs et les réseaux sociaux. Cette communication a toujours existé, elle change seulement de forme. Néanmoins, la prise de contact est facilitée », reconnaît-il, soulignant aussi l'émergence du « rôle de citoyen du chercheur qui prend davantage en compte le contexte sociétal, en particulier dans certains domaines comme les sciences de l'information et de la communication ou les sciences médicales ».

D'autre part, un moteur de recherche comme Google « abat les frontières entre les disciplines, et entre les publics, observe Antoine Blanchard, cofondateur du C@fé des sciences. Quel que soit mon niveau d'expertise, une recherche sur le cancer pourra me donner des informations sociologiques aussi bien que médicales. L'information se diffuse, poursuit ce blogueur averti, même si l'on ne s'adresse pas au grand public ». Si les amateurs du web 2.0 saluent cet espace de dialogue et de liberté, beaucoup de chercheurs ne sont pas enclins à s'exprimer sur la Toile. Pour M. Blanchard, cette réticence s'explique



d'abord par la « difficulté pour les chercheurs de s'exprimer au fil de l'eau, sur des recherches encore en cours ». Autre obstacle selon lui à un réel engagement dans ce mouvement : « l'absence d'incitation. Les chercheurs ne sont pas évalués sur leur présence sur le web, qui n'a toujours pas une très bonne image ». Le principe même des blogs scientifiques reste aujourd'hui controversé au sein de la communauté scientifique. Un point de vue exprimé notamment par Ghislaine Charton, professeur titulaire de la chaire d'ingénierie documentaire du CNAM, pour qui les blogs s'opposent à la « vraie » communication scientifique : « le mode d'expression du chercheur selon moi, c'est l'article argumenté, profond. Certains considèrent Internet comme une façon de réinstaurer un débat, et voient dans les blogs le renouveau de la controverse scientifique. Mais le problème du web 2.0, c'est que tout le monde veut parler sur tout. Nous sommes à l'opposé de la posture de retrait du scientifique, pour qui il ne s'agit pas de parler d'un point de vue artificiel ».

Si la vulgarisation et le transfert du savoir vers la société restent à ses yeux importants, M^{me} Charton appelle à la prudence et à la modération pour prévenir les dérives : « on se heurte toujours à un problème de marketing qui vient des modes de financement, donc du politique : les institutions de recherche et les universités doivent de plus en plus aller

chercher de l'argent, attirer les étudiants, et donc rayonner, faire du bruit, afficher une activité de communication... Or, nous sommes là pour faire de la recherche, pas de la communication scientifique. Il existe déjà diverses manifestations comme la Fête de la science. Sans compter les articles que nous écrivons tous dans les magazines. Il ne faut pas y passer trop de temps et tomber dans le piège de la communication ».



Ainsi, au-delà de la méfiance qui peut exister vis-à-vis du web 2.0, individuellement et pris dans un emploi du temps chargé, les chercheurs ne voient pas toujours l'intérêt de communiquer sur Internet. Certains projets se développent néanmoins, comme les Carnets de recherche de la plateforme Hypotheses.org. Mis en place par le Centre pour l'édition électronique ouverte (Cléo), ce projet vise à rendre visible le côté amont de la recherche en sciences humaines et sociales, « le bouillonnement de la vie

intellectuelle » comme le dit son directeur Marin Dacos : variante du blog, ces carnets constituent des « séminaires virtuels permanents, sur le mode des séminaires organisés par les laboratoires, mais libérés, grâce au numérique, des contraintes spatio-temporelles des rencontres physiques ».

Hypotheses.org rassemble aujourd'hui quelque 80 carnets, émanant « de programmes ANR, qui ont l'obligation de faire de la communication en ligne, souligne M. Dacos, mais aussi de revues qui apprécient cette diffusion plus rapide et informelle. Il peut aussi s'agir de carnets de séminaires classiques, de débat scientifique, de méthodologie... Cela correspond, affirme-t-il, à un besoin des chercheurs de communiquer directement sur leurs travaux, sans intermédiaire, contrairement aux publications traditionnelles. Tout en leur permettant de valoriser des contenus déjà écrits : notes, textes de préparation d'un séminaire, communication... Le carnet devient ainsi un outil pour le chercheur lui-même, en conservant un historique de son itinéraire ».

Mais paradoxalement, les initiatives personnelles de chercheurs restent pour l'instant marginales. Comme l'observe notamment M. Blanchard, « alors que les outils web sont plutôt "bottom up", partent de la base, la montée en puissance dans la communication scientifique semble venir de l'institutionnel, qu'il s'agisse de plateformes de blogs comme en ont mis en place Rennes 1 et Paris Descartes, ou d'archives ouvertes ».

En effet, à l'origine spécifiquement conçues pour les chercheurs, celles-ci se développent de manière institutionnelle, à travers en particulier l'ouverture de portails sur la plateforme HAL (Hyper articles en ligne) : « depuis quelques mois, il y a une augmentation de la demande assez importante », témoigne Angel Alastuey, directeur du Centre pour la communication scientifique directe (CCSD) du CNRS qui pilote la plateforme. Une trentaine d'institutions ont actuellement leur portail, ce qui leur « donne une vision globale des travaux de leurs chercheurs, aujourd'hui très disséminés dans les revues ».

« C'est aussi une vitrine », avance M. Alastuey. Cependant, ajoute-t-il aussitôt, « cela ne nuit pas à une utilisation par les chercheurs ! Certes, le mouvement des archives ouvertes est issu d'une philosophie un peu libertaire, mais il est évident qu'elles ne pouvaient rester entre les mains des seuls chercheurs. Cela demande toute une organisation et elles auraient été récupérées par une entreprise ». Autrement dit, mieux vaut, selon lui, que le CNRS s'en charge, d'autant que « cela s'inscrit dans le cadre de ses missions d'accompagnement de la recherche des établissements ».

De son côté, M^{me} Charton du CNAM reconnaît que « les dynamiques ne sont pas les mêmes selon les disciplines ». Ainsi, le développement de l'archive ouverte PubMed



Central qui fédère les publications en sciences médicales, et dans une moindre mesure celui d'ArXiv en physique, permettent selon elle de « rejoindre les vrais enjeux des archives ouvertes, à savoir la mise en visibilité des travaux, dans le but de faire progresser plus rapidement la recherche : les enjeux de société sont forts et dépassent dans ce cas l'aspect strictement institutionnel ».

Cependant, la chercheuse regrette que trop souvent, les archives institutionnelles se réduisent à ce qu'elle appelle des « projets marketing. Il s'agit d'un retour sur investissement, explique-t-elle : la culture d'indicateurs est désormais forte et, dans ce contexte, les établissements ont besoin de rendre des comptes. En France, l'AÉRES et la Lof pèsent de plus en plus sur leur politique ». « Les chercheurs ne sont pas des *free-lance* ! », rétorque M. Alastuey du CCSD. Des organismes les paient. S'il est indispensable d'être libre dans son travail, il est aussi normal de rendre des comptes », estime-t-il. Pour lui, les archives institutionnelles ont en outre l'avantage de répondre au problème de l'archivage à long terme : « alors que les documents numériques se détériorent physiquement, et que les langages évoluent jusqu'à devenir assez rapidement indéchiffrables, HAL assure ce service, en accord avec le Centre informatique national de l'enseignement supérieur ».

Si les institutions françaises se contentent pour l'instant d'inciter leurs chercheurs à déposer leurs articles, ou au moins un résumé, sur leurs portails, elles pourraient rendre cette pratique obligatoire, dans le sillage de pays comme les États-Unis ou encore la Belgique : l'université de Liège a en effet récemment décidé de ne tenir compte, pour évaluer ses chercheurs, que des publications déposées sur son portail. « Le mouvement est international, observe M^{me} Charton, mais controversé car cela pourrait déstabiliser les revues », en provoquant des désabonnements massifs. D'où les discussions autour de l'embargo imposé aujourd'hui par celles-ci : « à partir de quel délai autorise-t-on ou non le dépôt d'articles ? Voilà la clef de voûte, explique-t-elle, car il ne s'agit pas de tuer les revues ! ».

M. Alastuey, lui, croit davantage à une prise de conscience collective – et progressive – qu'à une obligation de la part des institutions : « ce n'est pas dans la culture française, et je ne suis pas sûr que cela soit nécessaire. De fait, on y viendra, mais je vois mal même le CNRS, qui est à l'initiative de HAL, obliger les chercheurs à y déposer leurs publications. Avec le changement de génération, et l'arrivée de jeunes chercheurs nés un clavier entre les mains, ces habitudes vont se développer ».

Revue papier : un prestige intact



Joachim Schöpfel, directeur de l'UFR IDIST à l'université Charles de Gaulle Lille 3

« Aujourd'hui, rien ne remplace le *peer review* des revues scientifiques dans le web 2.0. D'autant que si tout le monde peut faire un commentaire, ce n'est plus du tout valorisant ! Le web 2.0 propose des outils de communication, de recherche d'information, de prise de contact ; il peut aussi participer à accroître la notoriété d'un chercheur, mais ce qui est évalué, ce sont toujours des choses beaucoup plus formelles et abouties : des communications à un colloque, des publications... Malgré les critiques de l'évaluation telle qu'elle se fait aujourd'hui et de ses indicateurs, il n'y a pas de consensus plus large que sur l'*impact factor* : on connaît les défauts de l'évaluation actuelle, mais il s'agit d'un processus robuste. Aussi les nouveaux outils de communication ne se substituent-ils pas aux anciens ; la tendance consiste désormais à se demander comment améliorer la méthodologie, plutôt qu'à la remplacer. »

